



DECLARATION LIMINAIRE

C D A S du 25 avril 2023

Monsieur le Président

L'inflation galopante qui a progressé d'environ 5,2 % en 2022 ; niveau jamais atteint depuis plus de trente ans, met en difficulté de très nombreux salariés, retraités, précaires, et jeunes de notre pays.

Face à cela, le gouvernement n'a pas pris les solutions qui s'imposaient, et s'est contenté de mesurettes pour les salariés ; sans toucher aux superprofits des entreprises.

Pour les fonctionnaires, l'augmentation de 3,5 % du point d'indice, au 1er juillet 2022, ne couvre même pas l'inflation sur l'année. Les fonctionnaires ont perdu plus de 20 % de pouvoir d'achat depuis 10 ans.

On est donc bien loin du compte.

Avec cette forte progression de l'inflation, et les très faibles revalorisations de nos salaires, l'Action Sociale doit-être encore plus au coeur des préoccupations des agents de l'État, titulaires ou non, actifs ou retraités.

Dans ces conditions, et plus que jamais, l'Action Sociale apparaît comme l'un des derniers bastions de solidarité et de lien entre les personnels du Ministère des Finances.

Face à des conditions de travail difficiles, l'Action Sociale doit être un bouclier contre un isolement progressif des agents actifs et retraités.

Aujourd'hui plus que jamais, l'Action Sociale doit répondre à de véritables besoins, tant en matière de restauration, de vacances pour tous, de prestations sociales et de logements.

L'Action Sociale n'est pas un critère d'efficience et de rentabilité, mais un lien social qui doit être au coeur de notre action.